

Supérieur Nord Franche-Comté : les inquiétudes de JPC

Le bac, et après ? Invité d'« Osez le débat » à Belfort, Jean-Pierre Chevènement a exposé sa vision de l'enseignement supérieur dans l'Aire urbaine, à l'heure où la balance penche plutôt vers la Bourgogne.

Que sera l'enseignement supérieur, demain, dans l'Aire urbaine ? La menace de fusion entre les universités de Franche-Comté et de Bourgogne semble écartée et l'on parle plutôt de « *communauté d'universités* » mais comment développer ce pôle Nord Franche-Comté qui compte 7000 étudiants dans une zone de vie de 300 000 habitants ? « Osez le débat », le rendez-vous régulier que propose Christian Proust, candidat MRC à la mairie de Belfort, en faisant intervenir, sur une thématique, différents experts -le prochain sera un de ses adversaires potentiels, le député UMP Damien Meslot- s'est penché, la semaine dernière à Belfort, sur le devenir de l'enseignement supérieur.

Entre un jeune entrepreneur issu de l'UTBM (Université de technologie Belfort-Montbéliard), un professeur de la même université



Jean-Pierre Chevènement a été l'un des artisans de la création de l'UTBM et de l'UFR-STGI (Unité de formation et de recherche - sciences, techniques et gestion de l'industrie), installées dans l'Aire urbaine.
Photo K.F.

de technologie et le directeur de l'IUT de Belfort-Montbéliard, Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Éducation nationale puis de la Recherche et de l'Industrie, a exposé sa vision de l'espace étudiant qui pourrait être déployé dans l'Aire urbaine. Tout en exprimant des doutes quant à l'avenir : « *Je ne peux m'empêcher de nourrir une certaine inquiétude pour Belfort, car nous subissons l'érosion de nos bases industrielles* ».

Quatre phases d'action

De plus, « *la réduction générale des politiques publiques aboutit à concentrer des compétences matérielles et humaines dans les métropoles de*

région et à sous-préfectoraliser les chefs-lieux ». Le sénateur du Territoire de Belfort déploie donc quatre phases d'action : créer, dans un premier temps, un pôle d'ingénierie, « *il y a de la place pour trois* », avec Besançon et Dijon. Mais « *cela suppose un accord entre l'UFC (Université de Franche-Comté) et l'UTBM. Il faut savoir surmonter des réalités qui n'auraient pas de sens* ». Dans un deuxième temps, « *cet ensemble pourrait s'étendre à d'autres écoles, en établissant des synergies, des coopérations, vers la Suisse, par exemple* ».

Et puis : « *Programmer un nouveau bond en avant dans l'enseigne-*

ment supérieur à travers le contrat de plan Etat-Région 2014-2020, mais il faut le vouloir ». Jean-Pierre Chevènement verrait bien une grosse enveloppe, qu'il chiffre à 30 millions d'euros, « *au jugé* », sur la remise à niveau des bâtiments de l'IUT, dans le cadre du projet Ecocampus que l'équipe de direction est en train de développer, et « *autant sur l'UTBM, pour développer une plate-forme énergie* », et une plate-forme transports au lycée Viette de Montbéliard. Enfin, l'ancien ministre conseille de signer des contrats de sites entre l'UFC et l'UTBM, persuadé que le développement, dans l'Aire urbaine, passera par ces synergies. Ce type de contrat permet de mettre en place des actions communes.

Ces pistes de travail pourraient également permettre de garder les bacheliers sur place, qui choisissent, à une large proportion, d'aller poursuivre leurs études à Strasbourg, Besançon ou Lyon. Et de combler « *le déficit qu'on a au niveau du deuxième cycle, constate Olivier Prévôt, directeur de l'IUT. La Franche-Comté est la 20^e région en France, au niveau des Master* ». Tout cela, Jean-Pierre Chevènement a promis d'aller très bientôt s'en entretenir auprès de la ministre de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso.

K.F.